Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
4 janvier 2005
N°245 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

SOCIÉTÉ SECRÈTE

L'Opus Dei au Pérou

Berceau de la théologie de la libération, le Pérou a fait l'objet d'une reprise en main des grands propriétaires et de l'Église catholique -qui y bénéficie d'un concordat avantageux-, par le biais de l'Opus Dei, une congrégation partiellement secrète. L'un de ses prélats, Mgr Cipriani Thorne, impliqué dans les crimes de la dictature d'Alberto Fujimori, a été « créé » cardinal par Jean-Paul II. Il exige de ses fidèles l'obéissance aux autorités et refuse la communion aux élus favorables au droit à l'avortement. Mis en cause par les jésuites, il est accusé de faire chanter ses collègues évêques, d'avoir couvert des meurtres et commandité l'assassinat de son prédécesseur. Edgar González Ruiz relate le combat mortel que se livrent des princes de l'Église. À Lima, le sang ne tache pas la pourpre cardinalice.

page 2

Offensive tous azimuts contre l'ONU

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

La campagne états-unienne contre l'ONU franchit de nouvelles étapes. Ainsi, pendant qu'Adrian Karatnycky et Matteo Mecacci annoncent une initiative commune pour créer un « caucus » des démocraties garantissant une primauté des États-Unis au sein de l'Organisation, Clare Short dénonce l'instrumentalisation du tsunami par Washington pour priver l'ONU de sa fonction humanitaire.

page 9

REPÈRE : 3 JANVIER 1961

Sainte Geneviève, patronne des excommuniations

Fêtée le 3 janvier pour avoir, selon la légende chrétienne, sauvé Paris des hordes barbares d'Attila, Sainte Geneviève est également invoquée quand il s'agit de « *faire barrage au mal* ». Ainsi, le 3 janvier 1925, Mussolini invoque Sainte Geneviève pour mettre fin au régime parlementaire et dissoudre les « *syndicats anarchistes, forces de l'obscurité* ». En 1961, toujours un 3 janvier, les États-Unis rompent leurs relations avec Cuba ; le cardinal Krol applaudit en invoquant « *l'inspiration de Sainte Geneviève* ». À Rome, un an plus tard, le pape Jean XXIII excommunie Fidel Castro, le 3 janvier, et demande a la sainte « *d'armer le bras de ceux qui luttent contre le communisme impie* ». En 1990, l'ancien homme de main de la CIA au Panama, le président Noriega, se rend le 3 janvier aux forces US qui ont envahi le pays, le très catholique général Welde remercie publiquement Sainte Geneviève sur CNN. Enfin, en 2003, le jour de sa fête, Geneviève est à nouveau invoquée lors d'une prière télévisée à la cathédrale de Boston, afin qu'elle se joigne à la coalition contre « *le nouvel Attila* », Saddam Hussein. ■

COOPÉRATION RUSSO-IRANIENNE DANS LA LUTTE CONTRE LES OVNIS

De nombreux témoins ont affirmé avoir aperçu des OVNIS ces dernières semaines en Iran, particulièrement dans les zones où se trouvent des installations nucléaires. Préoccupées par ce phénomène, les autorités ont fait savoir que l'armée se tenait prête à abattre tout intrus s'aventurant dans son espace aérien. Un accord a été finalisé avec la Fédération de Russie portant à la fois sur la construction du satellite Zohreh et sur la lutte contre les OVNIS.

Bien entendu, si pour Téhéran et Moscou ces objets volants sont non-identifiés, leur origine et leur mission sont connues : comme ce fut le cas au Kosovo ou en Irak, l'US Air Force réalise avec des avions espions une cartographie détaillée du pays, préambule incontournable à une campagne de bombardement aérien.

En signant cet accord, le Kremlin -qui vient d'essuyer une gifle en Ukraine- entend mettre poliment en garde les États-Unis et Israël contre tout projet d'agression contre la république islamique, d'autant que Washington a récemment fait livrer des bombes à guidage satellite à Israël. ■

Société secrète

L'Opus Dei au Pérou

Berceau de la théologie de la libération, le Pérou a fait l'objet d'une reprise en main des grands propriétaires et de l'Église catholique -qui y bénéficie d'un concordat avantageux-, par le biais de l'Opus Dei, une congrégation partiellement secrète. L'un de ses prélats, Mgr Cipriani Thorne, impliqué dans les crimes de la dictature d'Alberto Fujimori, a été « créé » cardinal par Jean-Paul II. Il exige de ses fidèles l'obéissance aux autorités et refuse la communion aux élus favorables au droit à l'avortement. Mis en cause par les jésuites, il est accusé de faire chanter ses collègues évêques, d'avoir couvert des meurtres et commandité l'assassinat de son prédécesseur. Edgar González Ruiz relate le combat mortel que se livrent des princes de l'Église. À Lima, le sang ne tache pas la pourpre cardinalice.

Alberto Fujimori et ses proches

La récente campagne contre la ministre péruvienne de la santé, Pilar Mazetti, qui a défendu les méthodes contraceptives condamnées par la hiérarchie catholique, est le fruit d'une vendetta de l'extrême droite catholique orchestrée par Luis Solari de la Fuente, Fernando Carbone (ex-ministre de Santé), et Héctor Chávez Chuchón (représentant des groupes « provie » de Miami). Cet activisme est animé en sous-main par une mystérieuse congrégation, l'Opus Dei (« Œuvre divine ») qui, au Pérou comme dans de nombreux États latino-américains, jouit d'une grande influence dans la hiérarchie religieuse, au sein du patronat et dans les cercles politiques.

FOCUS

Conseiller spirituel du dictateur

Membre affiché de cette société secrète, le cardinal de Lima, S. Ém. Juan-Luis Cipriani Thorne est le personnage le plus controversé du clergé péruvien.

Fils d'un ophtalmologiste de Lima, Enrique Cipriani Vargas, et d'Isabel Thorne, Mgr Cipriani Thorne a onze frères. Il a suivit ses études primaire à l'école Inmaculado Corazón (de 1949-53) et ses études secondaires à l'école marianiste de Santa María (1954-60), avant d'acquérir une maîtrise en ingénierie industrielle et de jouer dans l'équipe nationale de basket-ball. Il a alors brièvement travaillé pour la compagnie WR Grace[Le Pdg de la WR Grace Corporation était alors l'activiste d'extrême droite Peter J. Grace, par ailleurs président du chapitre nord-américain de l'Ordre souverain de Malte et président de l'American Institute for Free Labor Development (AIFLD). Cf. « L'AFL-CIO et la contre-insurrection syndicale », *Voltaire*, 11 juin 2004.]] (1967-68). Avant d'être ordonné prêtre, il s'est consacré à la « promotion de la paysannerie » dans la vallée du Cañete. Il a fait son séminaire à l'Institut opusien de la Sainte-Croix, à Rome [1], et a obtenu son doctorat en théologie à l'Université opusienne de Navarre. De retour au Pérou, il a enseigné la théologie morale à l'université pontificale de Lima, est devenu directeur spirituel du grand séminaire, puis vicaire de l'Opus Dei pour le pays. Il a abandonné cette charge, en 1988, pour devenir évêque auxiliaire, puis titulaire d'Ayacucho, en pleine zone d'opérations de la guérilla du Sentier lumineux.
En janvier 1999, S. S. le pape Jean-Paul II l'a créé cardinal-archevêque de Lima, faisant de lui le premier membre public de l'Opus Dei à accéder à la barette cardinalice.

La hiérarchie catholique a apprécié son travail à Ayacucho, notamment la réouverture du grand séminaire de Huamanga, qui était resté fermé pendant 38 ans, et la construction de 17 églises. Au contraire, ses détracteurs ont stigmatisé son attitude envers le pouvoir, son « *enthousiasme... pour la politique de pacification du gouvernement, la bénédiction qu'il a apporté à la loi d'amnistie et l'indifférence qu'il porte à l'affaire des disparus* ». Ils rapportent ses célèbres propos : « *les droits de l'homme sont une connerie* ». Certains le décrivent même comme le « *représentant du totalitarisme catholique, et le père spirituel du dictateur Alberto Fujimori (1991-99).*

Dans un entretien à l'Agence Zénith [2], Mgr Cipriani a nié « faire partie du système de Fujimori » et a déclaré qu'il s'agissait là d'une caricature. Cependant, il poursuivit : « ...J'ai bénéficié d'une certaine proximité avec le président, parce que j'ai été archevêque d'Ayacucho, le berceau du terrorisme du Sentier lumineux jusqu'en 1999. Quand est apparu au sein de la population ce désir énorme de mettre un terme au terrorisme, je me suis trouvé au cœur même du problème. Cela m'a amené à voir fréquemment Fujimori et à m'entretenir régulièrement avec lui des moyens de parvenir à la pacification ». Dans la pratique, cela signifie qu'il a couvert des massacres et crimes massifs à Ayacucho et a joué un rôle décisif dans le massacre des guérilléros du Movimiento Revolucionario Túpac Amaru (MRTA) lors de la prise d'otages de l'ambassade du Japon » où il était censé jouer les médiateurs.

Pour sa défense, le prélat souligne qu'il s'est opposé au président Fujimori « *sur plusieurs points, comme par exemple, dans sa campagne contre la famille, qui incluait des programmes massifs de stérilisation et de contrôle démographique* » (sic) et poursuivant l'entretien en parlant de lui à la troisième personne, il conclut : « *Lorsque l'on se livre à une telle caricature, ce n'est que pour malmener l'image de Monseigneur Cipriani...* » .
Précisément ses détracteurs observent que, dans cette affaire qui est le seul sujet de discorde qu'il ait eu avec M. Fujimori, il se situe à encore plus à droite que le leader d'extrême droite.

Le prélat rejette également les accusations de collusion avec Vladimiro Montesinos, le terrible directeur des services spéciaux (SIN), qui prit la fuite en 2000 après la diffusion d'une casette vidéo le montrant en train de corrompre des parlementaires. Il a déclaré ne pas avoir « *l'honneur* » de connaître cet « *homme bizarre, obscur* ». Mais cette version n'est pas crédible car Vladimiro Montesinos était en poste lors de la prise d'otages de Lima, en 1996-97 et qu'en sa qualité de membre du groupe des garants, Mgr Cipriani était tenu d'entretenir avec lui un contact permanent.

Le parlementaire péruvien Augustin Mantilla acceptant un pot de vin de 30 000 dollars des mains de Vladimiro Montesinos

Le 17 décembre 1996, un commando du groupe Túpac Amaru avait pris 600 personnes en otage lors d'une réception à l'ambassade du Japon, État dont le président Fujimori est également ressortissant. Mgr Cipriani-Thorne fut désigné par le Saint-Siège comme membre d'un groupe de garants de l'obtention d'une issue pacifique au conflit, alors que ce rôle aurait dû revenir au cardinal-archevêque de Lima de l'époque, Auguste Vargas Zamora, un jésuite jugé trop progressiste par l'oligarchie locale. Pendant cette longue crise de 126 jours, indique l'agence catholique officielle ACI, « *grâce à sa gestion personnelle, en plus de calmer les captifs avec des paroles de sérénité et de confiance en Dieu*, [Mgr Cipriani] *a efficacement intercédé pour que soient relâchés quelques patients, plusieurs malades ou personnes particulièrement affectées par cette difficile situation* ». En définitive, le 22 avril 1997, l'armée donnait l'assaut et libérait les 72 otages restants en tuant les guérilleros, y compris leur chef, le célèbre « commandante Evaristo ». Mais alors que Mgr Cipriani s'effondrait en sanglots en évoquant le carnage lors d'une conférence de presse, le quotidien espagnol El Mundo révélait que, trahissant la confiance qui avait été portée dans la médiation de l'Église, il avait suivi les instructions de l'amiral Giampetri. Il avait lui-même porté dans l'ambassade une guitare et un tableau du Sacré-Cœur dans lesquels des microphones avaient été dissimulés pour piéger les preneurs d'otages et permettre l'assaut.
En quittant les lieux, le colonel de l'armée de l'air, Juillet Julio Rivera se rendit dans l'un des quatorze groupes de prière constitués par l'Opus Dei pendant la crise, pour rendre grâce à Dieu de cet heureux dénouement.

Le porte-parole de la réaction

Compte tenu du rôle institutionnel de l'Église catholique au Pérou, les conceptions doctrinales de S. Ém. Mgr Cipriani Thorne ne relèvent pas de la simple sphère privée, mais occupent une place centrale dans le débat politique.

Au cours de l'entretien déjà cité avec l'Agence Zénith, Mgr Cipriani a insisté sur sa volonté d'imposer ses conceptions personnelles au Pérou en s'appuyant sur les institutions civiles et militaires. « *La vie pour un homme qui veut être loyal, aujourd'hui dans l'Église, est une lutte authentique. Nous ne pouvons pas dire que l'Église d'aujourd'hui est synonyme de succès. À l'inverse, le Pape le dit très bien : il n'est pas licite de chercher la popularité quand la doctrine de l'Église est impopulaire. Ce combat-là, très sportif, est aujourd'hui quotidien* (...) *En Amérique latine, en ayant moins de moyens économiques, en ayant moins de culture, il semble que le bras séculier de l'Église a eu moins d'armes pour s'attaquer à la religiosité populaire* ».

Le prélat a publié divers ouvrages tels que *La Vertu de la prudence chez Saint Thomas d'Aquin*, un essai sur le mariage, *Personnalité et amour conjugal* et un autre sur son sacerdoce épiscopal, *La Paix, fruit de la solidarité, réflexions sur la solidarité chrétienne nécessaire*. Son *Catéchisme de doctrine sociale* est devenu un best-seller dans la bourgeoisie réactionnaire du continent, atteignant un tirage de 50 000 exemplaires. Prédicateur recherché, il a été invité par de nombreuses universités nord-américaines, y compris Harvard.

Militant anti-IVG, il a aussi publié plusieurs livres sur la sexualité et la natalité. En septembre 2002, il a reçu à Lima le Congrès international de bioéthique que l'Opus Dei organise régulièrement sous l'égide de l'Académie pontificale pour la vie. Un mois plus tard, il se prononçait en chaire contre la légalisation de l'avortement, qualifiant de « lâches » les élus qui ne le condamnaient pas et annonçant qu'il leur refusait l'accès au sacrement eucharistique car la force de la loi de Dieu doit s'abattre sur les consciences.

Toujours selon l'agence ACI en date du 20 mai 2002, le cardinal Juan Luis Cipriani, désormais archevêque de Lima et primat du Pérou, a regretté la décision de quelques secteurs gouvernementaux d'appliquer « *l'idéologie de l'égalité des sexes* » à des projets liés au développement du pays. Dans son homélie, le cardinal a affirmé que « *les tentatives pour promouvoir dans le pays des idéologies qui essayent d'éliminer toutes les différences entre homme et femme, sont totalement étrangères à notre réalité culturelle* ». Le cardinal se référait à la signature par le Pérou de diverses conventions internationales sous l'impulsion de la ministre de la Promotion de la femme, la féministe Cecilia Blondet. « *Il se crée une situation qui s'apparente à un colonialisme culturel, par lequel le monde développé veut nous imposer une politique qui consiste à ne faire aucune distinction alors qu'il y a pourtant une réalité : l'homme et la femme sont différents et complémentaires* » , a-t-il poursuivi. « *Lorsque l'on évoque ce sujet dans une loi, ou une réforme constitutionnelle, il y a derrière cela quelque chose de plus important, à savoir les conséquences de cette globalisation qui commence à s'étendre à des pays d'Europe, mais qui est totalement étrangère à notre réalité culturelle* » . Le primat de l'Église péruvienne a affirmé que certains aspects de l'idéologie de la globalisation sont

viciés et négatifs, car « *ils traitent la personne humaine comme un consommateur, comme un acheteur, et n'est pas ouverte à la dimension de la famille, de l'amour, de l'amitié, ou du mariage (...) L'idéologie égalitaire voit tout d'un point de vue quantitatif, et s'interroge seulement sur le nombre d'enfants à nourrir ou de femmes à faire avorter.* »

Le 6 juin 2002, S. Ém. Mgr Juan Luis Cipriani Thorne a présidé aux obsèques de l'ex président Fernando Belaúnde Terry, en présence du nouveau président Alejandro Toledo, des ministres d'État, des parlementaires et l'ex-président chilien Eduardo Frei. Au cours de l'oraison funèbre, se référant aux « *unanimes marques de douleur* » face au décès de l'ex-président, le cardinal a appelé à « *la renaissance des énergies spirituelles et morales au Pérou afin que nous marchions avec espoir* ». Il a évoqué les moments qu'il a passé avec le défunt lorsqu'il l'assista spirituellement au crépuscule de sa vie, en soulignant comment Fernando Belaúnde s'est « *présenté devant Dieu* » « *totalement détaché* », faisant preuve « *d'une émouvante simplicité en se réjouissant de la proximité de la rencontre avec Jésus-Christ* ». Finalement, le cardinal a appelé les Péruviens à ce que ce moment d'unité « *serve de stimulant pour vivre cette communion au-delà du moment présent, lorsque les difficultés se présentent* ».

Ardent défenseur du système économique qui a ruiné le pays, il a multiplié les déclarations fracassantes. À Ayacucho, il déclarait « *On ne peut pas parler d'extrême pauvreté au Pérou* (...), *car les ouvriers et les paysans dilapident leur argent en beuveries* ». Puis à Lima : « [Les privatisations de services publics] *apportent une amélioration pour la population, spécialement pour les franges les plus pauvres* ».

Mgr Cipriani Thorne (à droite)

En septembre 2002, Son Éminence a qualifié de « *libertinage, d'intolérance à l'encontre de la foi catholique et de coup monté médiatique* » l'attitude d'un groupe de manifestants réunis devant la cathédrale de Lima. Des étudiants et des organisations non gouvernementales brandissaient des banderolles où l'on pouvait lire : « *Cipriani est dangereux* », « *Fujimori assassin, Cipriani l'a soutenu* ». « *Il savait* », indiquaient les pancartes relatives au massacre perpétré en 1992 par le groupe paramilitaire Colline obéissant à Vladimiro

Montesinos, de neuf étudiants et d'un professeur de l'université Enrique Guzmán y Valle-La Cantuta. Cette protestation faisait suite aux déclarations de l'ex Premier ministre de Fujimori, Alberto Bustamante, révélant qu'à l'issue du massacre un général avait consulté Mgr Cipriani pour savoir où enterrer et faire disparaître les corps des victimes.

Un « complot » contre le cardinal

Le développement considérable de l'Opus Dei au Pérou ne se comprend que comme une réaction ultramontaine à la théologie de la libération, que Gustavo Guttierez y a fait naître, en 1971. C'est d'ailleurs au Pérou et sous les auspices de l'Opus Dei qu'a été rédigée la célèbre *Déclaration des Andes* par laquelle l'Église catholique condamnait ce mouvement spirituel et politique. C'est donc de l'intérieur même de l'Église catholique que les critiques les plus vives sont venues.

En 1999, la Compagnie de Jésus (rivale traditionnelle de l'Opus Dei) a répandu la rumeur selon laquelle l'hémorragie cérébrale qui emporta le cardinal Augusto Vargas Alzamora aurait été provoquée par Mgr Cipriani qui l'aurait fait assassiner pour lui succéder.

En 2000, dans une lettre au secrétaire d'État du Saint-Siège, le cardinal Angelo Sodano, Mgr Ciprinai dénonça la conduite immorale de deux de ses frères évêques : l'auxiliaire de Lima, Mgr Alberto Aurelio Brazzani, et l'ancien archevêque titualire, le vieux cardinal Juan Landazuri Ricketts. Incapable de prouver ses allégations, Cipriani se rétracta, affirmant que la lettre était un faux, ce que le cardinal Sodano se refusa à confirmer.

En 2001, le ministre péruvien de la Justice, Fernando Olivera, se rendit à Rome pour remettre trois documents au substitut du secrétaire d'État, le prélat argentin Leonardo Sandri. Le premier était une lettre de Mgr Ciprinai à Vladimiro Montesinos l'enjoignant de détruire une cassette vidéo le compromettant. Les deux autres étaient des lettres du nonce apostolique à Lima et âme damnée de Mgr Cipriani, Mgr Rino Passigato, remerciant Montesinos pour un don secret de 120 000 dollars et lui demandant une ralonge. À l'issue d'un feuilleton rocambolesque, le nouveau gouvernement péruvien et le Saint-Siège déclarèrent que ces documents étaient des faux et blanchirent Mgr Cipriani de toute accusation. Le cardinal opusien assura alors à la presse qu'il était totalement convaincu que ces documents, réalisés sur d'authentiques papiers à en-tête de la Conférence épiscopale, avaient été fabriqués par d'autres évêques complotant contre lui. Et de laisser entendre que le coup venait de l'évêque de Chimbote, Mgr Luis Armando Bambaren Gastelumendi, un jésuite partisan de la théologie de la libération.

« L'Œuvre divine »

Dans ses publications officielles, l'Opus Dei se contente de présenter l'université privée de Piura et l'Institut rural de Calle Grande comme des œuvres d'évangélisation et ne mentionne aucune activité politique.

Dans une lettre datée du 24 avril 2001 et abondamment reproduite, le nonce

apostolique Rino Passiagato indique : « *La prélature de l'Opus Dei jouit de toutes les reconnaissances civiles accordées par l'État péruvien, dans le cadre de l'accord entre la Saint-Siège et la République du Pérou (article III)* ». Outre Mgr Cipriani, l'Œuvre compte sept évêques péruviens dans ses rangs [3].

En dehors de nombreuses et courageuses enquêtes journalistiques sur les activités politiques de personnalités de l'Opus Dei, comme les travaux de nos collaborateurs Herbert Mujica Rouges et Thierry Meyssan, le quotidien *Liberación* a publié à Lima le 31 janvier 2001 un dossier révélant l'appartenance de plusieurs personnalités à cette congrégation partiellement secrète. C'est le cas notamment de l'ancien ministre des Affaires étrangères et chancelier Franceso Tudela, connu pour ses convictions facistes. C'est aussi le cas des parlementaires Martha Chávez (ancienne pore-parole de Fujimori), Luis Chang Ching (qui s'est converti au catholicisme opusien lors de la prise d'otage à l'ambassade du Japon et s'affiche désormais avec le rosaire que lui a offert alors Mgr Cipriani), Cecilia Martínez du Solar, Fernán Altuve Febres (impliqué dans la tentative de coup d'État d'avril 2002 au Venezuela) et Rafael Rey (qui a proposé en octobre 2002 d'inscrire l'interdiction de l'avortement dans la Constitution).

Inlassablement identifiée en Amérique latine aux dictatures catholiques, l'Opus Dei, incarnant l'alliance entre la réaction romaine et l'exploitation états-unienne, a mis au pas l'Église péruvienne et encadré sa classe politique.

Edgar González Ruiz
Journaliste d'investigation mexicain, auteur de Los Abascal, De los cristeros a Fox, La sexualidad prohibida, Cruces y Sombras ainsi que d'autres livres sur la droite mexicaine et sud-américaine.

Cet article a été rédigé à partir du livre non publié d'Edgar González Ruiz, *Cruces y Sombras, profils du conservatisme catholique en Amérique latine*.

---

[1] Institut de la Sainte-Croix est devenu Université pontificale de la Sainte-Croix.

[2] Zénith est l'agence de presse des Légionnaires du Christ. Cette interview a été publiée le 26 février 2001.

[3] Il s'agit de Mgr Juan Antonio Ugarte Pérez, Mgr Luis Sanchez-Moreno Lira, Mgr Jésus Moliné Labarte, Mgr Isidora Sala Rivera, Mgr Mario Busquets Jorda, Mgr Gabino Miranda Melgarejo et Ricardo Garcia Garcia.

Offensive tous azimuts contre l'ONU

Analyse

Dans le *Los Angeles Times*, Max Boot se félicite de l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, bien qu'il s'inquiète de l'évolution de cet État. En effet, d'alliée traditionnelle des États-Unis et d'Israël, la Turquie s'aligne de plus en plus sur les positions franco-allemandes en matière de politique internationale au fur et à mesure qu'elle se rapproche de l'Union.

S'exprimant au nom des évêques catholiques d'Europe, Mgr Hippolyte Simon prend position dans *Le Figaro* contre l'adhésion de la Turquie. Selon lui, cet État ne serait pas digne d'entrer dans l'Union car il ne respecterait pas la liberté religieuse des chrétiens. Le propos ne manque pas de surprendre : après avoir laissé les associations catholiques dénoncer le péril qu'une vaste population musulmane ferait courir à l'identité chrétienne de l'Europe, les évêques s'indignent du caractère laïque de la Turquie. Ils relèvent que les Kemalistes ne pourront jamais accepter l'article 52 du Traité constitutionnel qui accorde des privilèges politiques aux Églises et aux Loges maçonniques. Ils craignent donc que la Turquie laïque s'oppose à leur hold-up sur les institutions de l'Union.

Daniel Pipes invite les lecteurs du *New York Sun* à lire l'ouvrage de la polémiste Michelle Malkin sur la répression des minorités à risque. Publié cet été, ce livre remet en question le travail des historiens et de la justice sur l'internement des citoyens d'ascendance japonaise durant la Seconde Guerre mondiale. 120 000 personnes avaient été placées en camp de concentration. La commentatrice de *Fox News* affirme que c'est sur la foi de travaux erronés que le président Reagan présenta les excuses de la nation et indemnisa les victimes. Après avoir nié ce crime, elle en réhabilite le principe : les États-uniens d'origine japonaise formaient un vivier d'espions nippons, leur arrestation était une nécessité de

sécurité nationale. Elle ne relève pas que les citoyens d'origine allemande ou italienne représentaient le même danger et n'ont pourtant pas été opprimés. Puis elle établit un parallèle avec la situation actuelle : aujourd'hui ce sont les musulmans qui sont un vivier de terroristes. Il faut les interner à leur tour pour les mêmes motifs. Daniel Pipes, nommé par le président Bush administrateur de l'Institut des États-Unis pour la paix, se réjouit de cet ouvrage qui confirme ses propres propositions et les font avancer dans l'opinion publique.

La campagne états-unienne contre l'ONU franchit de nouvelles étapes. Il ne s'agit plus seulement de mettre en cause le principe du droit international, mais désormais aussi celui de la solidarité internationale.
Adrian Karatnycky de la Freedom House et Matteo Mecacci du Parti radical libéral européen pour les États-Unis d'Europe et d'Amérique annoncent dans l'*International Herald Tribune* l'initiative commune de leurs associations pour créer un « caucus » des démocraties à l'ONU. Leur campagne vise à miner l'organisation de l'intérieur en déligitimant certains membres, qualifiés de non-démocratiques, pour lui substituer le leadership des États-Unis, qualifiés de démocratie. C'est le dernier avatar d'une opération organisée en 2001 par le département d'État avec l'aide de Vaclav Havel et à laquelle la France s'est opposée dès le début. Après plusieurs conférences internationales, la création d'une ONG *ad hoc* par George Soros, le rapport Laschet au Parlement européen, la mutation de l'ex-Parti radical transnational en une courroie de transmission de la NED/CIA et l'appel de personnalités pour la création du Commissaire européen de Promotion de la démocratie. Reste évidemment à prouver que les États-Unis, dont la constitution ne reconnaît pas la souveraineté populaire et qui ne sont pas signataires des Pactes internationaux sur les droits civils, politiques, économiques, culturels et sociaux, sont un modèle démocratique.
Dans une déclaration officielle reproduite par *The Independent*, le président Bush annonce son intention de constituer une Coalition des États humanitaires pour résoudre la crise du tsunami asiatique.
Clare Short, ancien ministre démissionnaire du gouvernement Blair, alerte ses concitoyens : cette initiative n'est qu'une tentative d'instrumentaliser la crise humanitaire pour substituer le leadership US aux agences de l'ONU, observe-t-elle dans *The Independent*.

À la suite d'un colloque auquel il a participé, l'ambassadeur Dennis Ross confirme dans le *Washington Post* que, dans la période actuelle qui fait suite à la mort de Yasser Arafat, les Palestiniens sont disposés à débattre. Il en conclut que la disparition du vieux leader les rend plus ouverts. On pourrait aussi considérer que ce ne sont pas les Palestiniens qui ont changé, mais les États-uniens qui cherchent une occasion de faire évoluer la situation qu'ils ont contribué à bloquer.
À ce propos, l'ancien secrétaire d'État démocrate, Warren Chistopher, plaide dans l'*International Herald Tribune* pour une plus grande implication de son pays dans la région. Le plus efficace serait que le président Bush désigne un négociateur spécial pour relancer le processus de paix. Un poste pour lequel il n'hésite pas à proposer son ami James Baker III, d'autant que ce fidèle ami des Bush semble aujourd'hui isolé à washington, en butte à l'hostilité de Dick Cheney.

C'est d'ailleurs avec James A. Baker III que le même Warren Christopher signe

une tribune dans le *Washington Post*. Les deux anciens secrétaires d'État apportent un soutien bipartisan aux propositions de la Commission présidentielle sur le 11 septembre en matière d'aide internationale. Si la pauvreté n'est pas la source du terrorisme, elle l'alimente néanmoins. Les États-Unis devraient donc augmenter leurs budgets d'aide et de coopération avec le Tiers-monde.

Réseau Voltaire

Max Boot

Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« L'Occident devrait accueillir la Turquie »

Source : Los Angeles Times
Référence : « West Should Welcome Turkey », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 16 décembre 2004.

Pour la plupart des Américains, la date la plus importante du mois de décembre est le 25. Mais pour les Turcs, c'est le 17, jour où l'Union européenne annoncera l'ouverture ou le refus des négociations avec la Turquie. Les opinions européennes sont ambivalentes sur ce point, mais les Turcs sont majoritairement enthousiastes face aux perspectives d'adhésion. Elle permettrait d'accroître la richesse du pays et marquerait la victoire finale du Kémalisme, de façon ironique cela se produirait sous un gouvernement dont l'optique est très différente de celle d'Ataturc.

L'AKP, le parti au pouvoir en Turquie, est en effet un parti islamiste dirigé par Recep Tayyip Erdogan. Il s'oppose aux politiques initiées par Ataturc. Il veut par exemple faire disparaître l'interdiction de porter le foulard islamique dans les bâtiments publics. Par le passé, les militaires auraient renversé tout gouvernement sortant de la ligne kémaliste, mais cela a moins de chance d'arriver car la Turquie doit adhérer aux normes démocratiques pour rentrer dans l'Union européenne.

Traditionnellement, les États-Unis sont des alliés de la Turquie et soutiennent son entrée dans l'Union européenne, mais plus la Turquie se rapproche de cet objectif, plus les Turcs deviennent « parisiens » dans leur rapport aux États-Unis. La plupart des Turcs étaient opposés à l'invasion de l'Irak car ils craignaient l'indépendance du Kurdistan et rien de ce qui est advenu ne les a poussé à changer d'état d'esprit. L'attaque de Fallouja par les États-Unis a provoqué un déchaînement de rage en Turquie : les journaux ont accusé les Américains d'utiliser des armes chimiques, biologiques ou nucléaires et un député a qualifié l'assaut de génocide. Le Premier ministre turc a remis en cause l'alliance avec Israël et condamné l'action israélienne contre le terrorisme. Erdogan éprouve une sympathie pour ses coreligionnaires.

Malgré cet alignement sur Paris et Berlin, l'intégration à l'Union européenne est positive car elle développe la démocratie et intègre le pays dans l'Occident. Tout

ce qu'il faut espérer, c'est que le processus de négociation ne sera pas long avant d'aboutir à rien.

Hippolyte Simon

Mgr. Hippolyte Simon est archevêque de Clermont-Ferrand et vice-président de la Commission des Épiscopats de la Communauté Européenne (Comece).

« Ce pays refuse la liberté religieuse aux minorités »

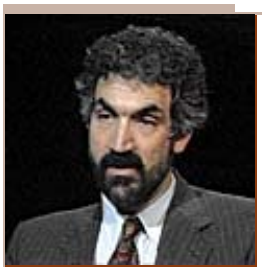
Source : Le Figaro
Référence : « Ce pays refuse la liberté religieuse aux minorités », par Hippolyte Simon, *Le Figaro*, 16 décembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Dans la lettre qu'il a récemment adressée à Jacques Chirac, Mgr Jean-Pierre Ricard, président de la Conférence des évêques de France, ne se prononce pas sur l'adhésion de la Turquie mais soulève une question qui lui paraît constituer un préalable à l'ouverture des négociations d'adhésion : le respect des droits fondamentaux, notamment la liberté religieuse des minorités, par l'État turc. La conférence des évêques français n'est pas la seule à se soucier de cette question, nous en parlons entre évêques européens et nous attirons l'attention des chefs d'État sur ce point. Dans son rapport du 6 octobre dernier, la Commission européenne consacre plusieurs pages aux manquements à la liberté religieuse en Turquie. Mais, ensuite, la recommandation du commissaire en charge de l'élargissement n'en parle pratiquement plus ! C'est à cause de ce silence que Mgr Ricard a écrit au président Chirac. Ce n'est pas une revendication « corporatiste », la liberté religieuse est l'affaire de tous.

Il faut rejeter les slogans qui affirment que si la Turquie voyait sa candidature repoussée, l'Union européenne passerait pour un « club chrétien ». L'Europe est chrétienne mais elle n'est pas confessionnelle, aucune des institutions européennes n'est confessionnelle. La question posée n'est donc pas de savoir si, dans leur majorité, les citoyens turcs sont musulmans. Elle est de voir comment l'État turc traite juridiquement les minorités. Si la Turquie refuse la liberté à ses minorités, c'est bien le signe qu'il faut s'interroger sur sa compréhension de la laïcité qui en Turquie n'est pas une séparation mais un contrôle de l'État sur la religion. En Europe au contraire, les droits des Églises sont respectés grâce à la Charte des droits fondamentaux qui est annexée au traité, et compte tenu de l'article 52 de cette Constitution.

Nous n'avons pas peur de la Turquie, nous demandons qu'elle respecte le droit. La Turquie est membre du Conseil de l'Europe depuis le début. Elle a donc signé la Convention européenne des droits de l'homme, mais depuis plus de 50 ans, elle n'honore pas ce qu'elle a signé. Qu'elle applique donc ce qu'elle s'est engagée à réaliser devant le Conseil de l'Europe, avant de demander à entrer dans l'Union. Sinon comment faire confiance ? Pourquoi la Turquie a-t-elle peur de la liberté religieuse telle qu'elle est établie en Europe ?

Daniel Pipes



Administrateur de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes est le fondateur du Middle East Forum et l'auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates. Pour une biographie détaillée, voir l'enquête que le Réseau Voltaire lui a consacrée.

« Pourquoi l'internement des Japonais est toujours d'actualité »

Source : New York Sun
Référence : « Why the Japanese Internment Still Matters », par Daniel Pipes, *New York Sun*, 28 décembre 2004.
Une version française de cet article est disponible ici sur le site de l'auteur.

Depuis des années, ma position consiste, entre autres, à affirmer que la menace causée par l'islam radical doit nous inciter à concentrer les mesures sécuritaires sur les musulmans. Comme on ne recherche des violeurs que parmi la population mâle, on ne doit rechercher des islamistes que parmi la population musulmane. Ma position est soutenue par 44 %des Américains qui estiment que les autorités gouvernementales devraient consacrer une attention particulière aux musulmans vivant aux États-Unis, en consignant leurs coordonnées, en les profilant, en surveillant leurs mosquées ou en infiltrant leurs organisations. On note que plus les gens suivent de près les informations télévisées, plus ils soutiennent cette position. C'est-à-dire que les gens les mieux informés sont aussi les plus favorables à la prise de mesures défensives qu'ils considèrent comme allant de soi. Malheureusement, les organisations gauchistes et islamistes rejettent cette position réaliste.

Ce rejet se fonde sur l'interprétation révisionniste de l'évacuation, du relogement et de l'internement des membres de l'ethnie japonaise pendant la Deuxième Guerre mondiale. 60 ans après, ces évènements constituent un élément très important pour le lobby de la victimisation qui condamne d'avance, au nom de l'horreur supposée de cet internement, tout usage de critères ethniques, nationaux, raciaux ou religieux dans la formulation de la politique sécuritaire intérieure. Ces groupes nient que le traitement de l'ethnie japonaise à cette époque ait relevé de préoccupations légitimes de sécurité nationale et affirme qu'il résultait uniquement d'une combinaison d'« hystérie guerrière » et de « préjugés raciaux ». Ces thèses sont dénoncés par Michelle Malkin dans son livre *In Defense of Internment : The Case for Racial Profiling in World War II and the War on Terror* où elle conclue que « la survie de la nation a la priorité absolue » et que « les libertés civiles ne sont pas sacro-saintes » en notant la collaboration de certains citoyens d'origine japonaise avec les troupes japonaises et la constitution d'un réseau d'espionnage aux États-Unis par le gouvernement japonais. Elle note que le relogement des populations civiles d'origine japonaise a été salué à l'époque par la gauche et que les excuses pour l'internement prononcées par Ronald Reagan en 1981, en plus du 1,65 milliard de dollars versé à titre de dédommagement à d'anciens internés, étaient basées sur des études erronées.

Mme Malkin considère qu'avec le recul on peut voir que l'administration Roosevelt a pris la bonne décision et que les gouvernements devraient tenir compte des appartenances nationale, ethnique et religieuse dans l'élaboration de leur politique sécuritaire intérieure et pratiquer ce qu'elle appelle le « profilage des menaces ». Ces mesures peuvent certes comporter des aspects

déplaisants, voire offensants, mais, affirme-t-elle, elles sont préférables à « se faire incinérer à son bureau par un avion de ligne détourné ».

Adrian Karatnycky, Matteo Mecacci

Adrian Karatnycky est membre du Council on Foreign Relations et chercheur à la Freedom House dont il est l'ancien président (1993-1997). Il est coauteur du rapport *Freedom in the World 2003*.

Matteo Mecacci est membre du Parti radical transnational, appelé à devenir prochainement le « Parti Radical Libéral Européen pour les Etats Unis d'Europe et d'Amérique, pour l'Organisation Mondiale de la Démocratie et des Démocraties ».

« Un groupe des démocraties à l'ONU »

Source : International Herald Tribune
Référence : « A caucus of democracies for the UN », par Adrian Karatnycky et Matteo Mecacci, *International Herald Tribune*, 1er janvier 2005.

Une des accusations les plus courantes contre l'ONU est qu'une coalition de tyrannies s'attaque à toute action dans le domaine des libertés fondamentales. Les choses pourraient toutefois changer. Sous la direction du Chili, un groupe du pays incluant les États-Unis, la Corée du Sud, la Pologne, le Portugal, le Mali et l'Inde a commencé à travailler à la constitution d'un groupe des démocraties à l'ONU pour promouvoir la démocratie et les Droits de l'homme. Les sociétés libres regroupent prés de la moitié des membres de l'ONU, mais elles n'agissent pas de façon cohérente. C'est ce qui a permis au Soudan d'être élu à la Commission des Droits de l'homme en mai dernier et à la Libye de prendre la tête de cette commission l'année d'avant. Cette commission condamne régulièrement Israël, mais pas la Chine, le Vietnam et l'Arabie saoudite.
Le 22 septembre, la ministre chilienne des Affaires étrangères Maria Soledad Alvaer a présidé le plus grand rassemblement de démocraties à l'ONU avec le soutien énergique de John Danforth et de Colin Powell. Il y a d'autres signes de changement d'atmosphère à l'ONU : la Roumanie a demandé à l'Assemblée générale de renforcer l'engagement international en faveur des régimes démocratiques multipartis ; la Hongrie a appelé à la création d'un Centre de transition démocratique pour promouvoir les élection. Le 21 septembre, George W. Bush avait appelé dans son discours à l'Assemblée générale à la création d'un Fonds pour la démocratie à l'ONU et le programme de développement de l'ONU a brisé un tabou en reprochant le manque de démocratie dans les pays en voie de développement.
L'ONU fait malheureusement face à des obstacles pour la promotion de la démocratie :

- Le système de structure régional favorise l'élection de pays non-démocratiques dans les organes clés de l'ONU. Il faut encourager les démocraties asiatiques et africaines à se présenter à ces postes.
- Les États fondateurs de l'Union européenne ne s'impliquent pas dans la formation du groupe des démocraties à l'exception de l'Italie et du Portugal. Tous les autres membres de l'Union européenne qui s'impliquent dans ce projet sont des pays d'Europe centrale et oriental.
- Il faudra éviter également que le groupe des démocraties ne soit paralysé par une trop grande recherche de consensus qui permettrait à certains de tout bloquer.

George W. Bush

George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

« Le rôle de l'Amérique dans l'aide aux victimes du tsunami »

Source : The Independent
Référence : « America's role in helping the tsunami victims », par George W. Bush, *The Independent*, 31 décembre 2004. Ce texte est adapté de l'allocution prononcée par le président états-unien depuis son ranch de Crawford commentant la catastrophe dans l'Océan indien.

Laura, moi et le peuple américain sommes choqués et attristés par les terribles pertes causées par le tsunami dans l'Océan indien. Nous sommes décidés à aider les pays affectés en fournissant 35 millions de dollars d'aide en assistance humanitaire, en envoyant des experts et des militaires pour prêter assistance aux secours.
Colin Powell travaille durement et a commencé à négocier avec ses homologues japonais, indien et australien pour constituer une coalition internationale pour l'aide humanitaire immédiate et l'organisation de la reconstruction. Nous avons construit avec ces trois pays un groupe régional pour coordonner les efforts internationaux et nous serons bientôt rejoints par d'autres pays. Le sous-secrétaire d'État Marc Grossman y travaille.
Nous allons aider les gouvernements affectés à aider les victimes.

Clare Short

Député britannique, Clare Short était secrétaire d'État britannique au développement national dans le gouvernement travailliste de Tony Blair. Elle a démissionné du gouvernement après la guerre en Irak.

« Nous devons résister aux efforts de l'Amérique pour miner l'ONU »

Source : The Independent
Référence : « We must resist America's attempts to undermine the United Nations », par Clare Short, *The Independent*, 1er janvier 2005.

Le tsunami de l'Océan indien a tué plus de 120 000 personnes et entraîné le déplacement ou l'appauvrissement de nombreuses autres. La globalisation a permis une information rapide des opinions publiques qui ont fait pression sur leurs gouvernements pour qu'une aide soit apportée. Toutefois, les fonds d'aide proviendront, en dépit des promesses, essentiellement des budgets déjà existant et notamment en provenance de l'ONU. Cet aspect ne sera pourtant pas vraiment pris en compte dans le débat sur l'ONU.
On reproche à l'ONU d'avoir échoué au Darfour, au Rwanda et d'avoir mal géré la crise en Irak, mais tous ces reproches sont imputables au seul Conseil de sécurité et plus précisément aux membres permanents de ce conseil. Les agences de l'ONU n'ont rien à voir dans l'inaction, mais les médias préfèrent inverser la réalité.
Visiblement irrité par une remarque du sous-secrétaire général des Nations unies aux Affaires humanitaires concernant l'action des pays riches face aux

pays pauvres touchés par la catastrophe dans l'Océan indien, George W. Bush a affirmé que les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde allaient coordonner la réponse internationale à cette crise. Pourtant aucun de ces pays n'a les capacités pour organiser cette coordination et leur intervention risque de rendre le problème encore plus complexe alors qu'une action précise est nécessaire. S'attaquer au seul système international dont nous disposons en pleine période de désordre n'est pas opportun. Nous avons besoin de l'ONU pour rétablir la paix, répondre aux crises humanitaires et signer des accords concernant l'environnement.

Bien sûr, le système bureaucratique qui a empêcher la Guerre froide de se réchauffer doit être réformé pour faire face aux défis actuels, mais c'est justement ce à quoi s'emploie Kofi Annan. Si nous sapons cette institution, nous minons notre capacité à répondre aux problèmes majeurs du monde. Nous assistons à une baisse des dépenses humanitaires et une politisation des aides. Seul l'ONU peut freiner cette tendance et aider réellement les pays pauvres.

Dennis Ross

Dennis Ross a été directeur de la planification politique au département d'État sous la présidence de George Bush père. Il a été coordinateur pour le Proche-Orient sous l'administration Clinton. Il est directeur du Washington Institute for Near East Policy.

« Frémissement palestinien »

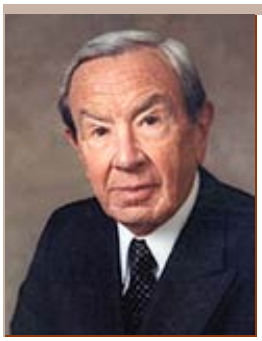
Source : Washington Post
Référence : « Palestinian Stirrings », par Dennis Ross, *Washington Post*, 2 janvier 2005.

Il y a un nouvel espoir de changement à Gaza. Un nouveau débat entre toutes les factions palestiniennes sur l'opportunité de l'usage de la violence s'est ouvert. J'ai été témoin de tout cela à Gaza, invité par Ziad Abu Amr, un député palestinien, président du conseil des Affaires étrangères palestinien, à une conférence sur le processus de paix. Elle regroupait tous les groupes palestiniens et les coordinateurs pour la paix russe et européen. On m'a demandé de m'exprimer pour exposer la position états-unienne, mais avant même que j'ai prononcé mon exposé, les représentants européen et russe dénonçaient l'attitude des États-Unis plutôt que de présenter leur position. Pourtant, face à ces plaintes, je vis que les Palestiniens voulaient avant tout savoir ce que eux, Palestiniens, pouvaient faire à présent ; une question que Yasser Arafat ne posait jamais, tout à sa stratégie de victimisation.

Bien que beaucoup de Palestiniens présents me posaient des questions sur la responsabilité des États-Unis dans la légitimation des torts faits aux Palestiniens, certains reconnaissaient que les États-Unis pouvaient aider les Palestiniens si ceux-ci remplissaient leurs obligations. Quand j'ai affirmé qu'aucun État palestinien ne pourrait naître de la violence, beaucoup ont reconnu que la violence avait été une erreur. Ces affirmations furent exprimées sans crainte et sans que l'audience (qui comprenait des membres du Hamas) n'exprime sa surprise ou son mécontentement.

La mort d'Arafat a permis une libération du débat politique chez les Palestiniens et relance les espoirs de paix avec Israël. Toutefois, l'espoir est fragile et Abbas ne doit pas laisser passer cette chance.

Warren Christopher



Warren Christopher, a été secrétaire d'État états-unien lors du premier mandat de Bill Clinton (1993-1997). Il est coprésident du Pacific Council on International Policy.

« Ô venez, ô venez, États-Unis »

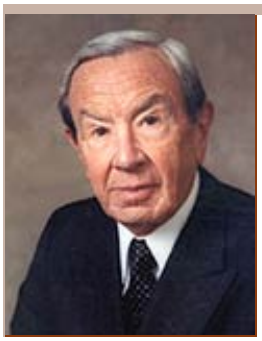
Source : International Herald Tribune
Référence : « O come, o come, United States », par Warren Christopher, *International Herald Tribune*, 31 décembre 2004.

Nous vivons un moment rare d'opportunité au Proche-Orient : le dirigeant palestinien modéré Mahmoud Abbas est le favori de la prochaine élection palestinienne ; Ariel Sharon appelle les travaillistes dans son gouvernement ; les relations entre Israël et l'Égypte se réchauffent ; et l'Union européenne, les États-Unis et les pays arabes donateurs ont décidé un accroissement significatif de l'aide apportée aux Palestiniens. Ce qui est désormais nécessaire, c'est un rôle actif des États-Unis.

Les États-Unis ont toujours été indispensables pour le progrès grâce à une soutien financier aux différentes parties, mais surtout grâce à des actions politiques nettes. George W. Bush et Condoleezza Rice doivent aller plus loin que de simples discours. Seules deux approches ont des chances de fonctionner :

- Avec l'approbation du président, la nouvelle secrétaire d'État doit voyager fréquemment dans la région et rencontrer les différents partis. Le problème est qu'un tel engagement demande beaucoup d'énergie alors que d'autres dossiers brûlants l'attendent et réclament son attention. Ces efforts devront donc peut-être être payés ailleurs.
- Mieux vaut donc nommer un envoyé spécial au Proche-Orient. La proximité de Rice avec le président devrait permettre qu'une telle nomination n'affaiblisse pas son autorité. Il devra s'agir d'une personne reconnue pouvant incarner la voix du président Bush comme James Baker III ou John Danforth. Cela doit également être une personne pouvant remplir ce rôle à plein temps. Le président doit également être prêt à se rendre dans la région.

Warren Christopher, James A. Baker III



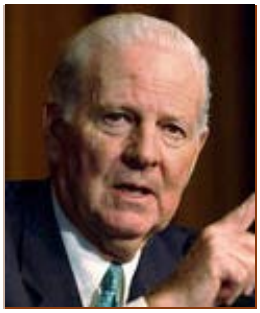
Warren Christopher, a été secrétaire d'État états-unien lors du premier mandat de Bill Clinton

« Plus de moyens de rester en sûreté »

Source : Washington Post
Référence : « More Ways to Stay Safe », par James A. Baker III et Warren Christopher, *Washington Post*, 17 décembre 2004.

Le Congrès a adopté une part importante des recommandations de la Commission d'enquête sur le 11 septembre en approuvant les changements dans les services de renseignement, soutenus par George W. Bush, pour lutter contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Il est temps d'aller plus loin et d'adopter une autre série de recommandations de la

(1993-1997). Il est coprésident du Pacific Council on International Policy.



James A. Baker III a été secrétaire d'Etat (1989-1992) dans l'administration de George Bush père . Il est, comme l'ancien président, administrateur du Carlyle group. Il est chargé de négocier avec les créanciers de l'Irak les dons à la reconstruction et l'annulation de la dette irakienne.

commission en accroissant les capacités diplomatiques et humanitaires des États-Unis pour améliorer nos relations avec des régions où les terroristes demeurent. La Commission estimait qu'un tel effort diplomatique était essentiel pour éviter une autre attaque terroriste sur notre sol.

Elle a estimé que si le terrorisme n'était pas provoqué par la pauvreté, le désespoir économique et politique favorisait son extension. Or, dans ce domaine, nous ne faisons pas assez et le budget des Affaires internationales manque de fonds alors qu'il s'agit de notre moyen d'action non militaire le plus performant. Le budget des Affaires internationales comprend notamment 400 millions de dollars pour le désarmement dans le monde ce qui contribue à l'effort pour empêcher les terroristes de s'armer.

La Commission pense que c'est l'aide humanitaire, telle qu'elle est apportée par le Millenium Challenge Account par exemple, qui aide le plus à la lutte contre le terrorisme. Il participe au financement de programmes d'éducation qui enseignent la tolérance et diminuent ainsi le terrorisme. Nous soutenons fortement ce type de politique.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .